BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

DIRECTION NATIONALE DE LA BCEAO POUR LA COTE D'IVOIRE

ENQUETE SUR LES ENVOIS DE FONDS DES TRAVAILLEURS MIGRANTS EN COTE D'IVOIRE

RAPPORT FINAL

BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

DIRECTION NATIONALE DE LA BCEAO POUR LA COTE D'IVOIRE

ENQUETE SUR LES ENVOIS DE FONDS DES TRAVAILLEURS MIGRANTS EN COTE D'IVOIRE

RAPPORT FINAL

Table des matières

LISTE DES TABLEAUX ETGRAPHIQUES..... 3

Vue d'ensemble sur les résultats..... 5

1. Justification et objectifs de l'étude..... 6

1.1. Introduction..... 6

1.2. Objectifs..... 7

2. Méthodologie..... 8

2.1. Échantillonnage..... 8

2.2. Phase préparatoire..... 8

2.3. Collecte des données..... 9

2.4. Limites..... 9

3. Résultats..... 10

3.1. Caractéristiques des enquêtés..... 10

3.2. Réception des fonds (volume, pays de provenance et caractéristiques des récepteurs..... 12

3.3. Envoi de fonds à partir de la Côte d'Ivoire (Volumes, pays de réception et caractéristiques des récepteurs)..... 15

3.4. Canaux des transferts de fonds..... 18

3.5. Motifs économiques..... 20

4. Conclusion..... 22

5. Annexes..... 23

LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES

1. Tableaux

Tableau 1 : Répartition de la population par département selon le pays d'origine (%).....14
Tableau 2 : Répartition de la population immigrée selon le pays d'origine (%).....14
Tableau 3 : Répartition (en %) des fonds reçus par département selon le pays de provenance...15
Tableau 4 : Répartition des émetteurs par département selon le pays d'origine.....17
Tableau 5 : Répartition des fonds envoyés par département selon le pays de destination (%)….18
Tableau 6 : Répartition des émetteurs par département selon le pays d'origine.....20
Tableau 7 : Répartition (en %) des transferts selon le canal par pays de provenance.....21
Tableau 8 : Répartition des transferts selon le canal par pays de destination.....22
Tableau 9 : Répartition des réceptions de fonds selon le motif économique
par pays département.....23
Tableau 10 : Répartition envois de fonds selon le motif économique par pays département.....23

2. Graphiques

Figure 1 : Répartition (en %) de la population enquêtée selon le pays d'origine.....14
Figure 2 : Répartition (en %) des fonds reçus selon le pays de provenance.....16
Figure 3 : Répartition (en %) des fonds envoyés par pays de destination.....19
Figure 4 : Répartition (en %) des transferts de fonds selon le motif économique 24

3. Liste des annexes

Annexe 1 : Réception de fonds selon le pays de provenance
et le mode de transfert (millions de FCFA).....26
Annexe 2 : Emission de fonds selon le pays de destination
et le mode d'envoi (millions de FCFA).....27
Annexe 3 : Questionnaire ménage.....28

SIGLES ET ABREVIATIONS

BCEAO	: Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEDEAO	: Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
ENV	: Enquête sur le Niveau de Vie des Ménages
PDA	: Personnal Digital Assistant
PIB	: Produit Intérieur Brut
RGPH	: Recensement Général de la Population et de l'Habitation
UEMOA	: Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine

Vue d'ensemble sur les résultats

- Plus de 80% des fonds reçus par les populations vivant en Côte d'Ivoire proviennent des travailleurs migrants hors d'Afrique. Les transferts de fonds des migrants en provenance de la France représentent plus du tiers (32,8%) de l'ensemble des fonds reçus par les populations enquêtées.

- Par contre, pour les transferts de fonds vers l'extérieur, effectués par les populations enquêtées, 92,3% de ceux-ci sont destinés aux pays africains dont 62,9% pour les seuls pays de l'espace UEMOA.

- Par ailleurs, l'essentiel des transferts reçus transitent par les circuits formels car seulement 9,2% des fonds reçus par les populations enquêtées se font par des canaux informels. Cependant, près du tiers (30,3%) des envois de fonds vers l'extérieur de la Côte d'Ivoire transitent par des canaux informels.

- Parmi les circuits informels utilisés, le recours au système fax est le plus fréquent. Ce mode de transmission représente 18,7% des fonds envoyés et 6,4% des fonds reçus.

- Les motifs économiques des transferts portent essentiellement sur le soutien à la consommation courante et les investissements immobiliers. Ces deux motifs justifient respectivement 36,2% et 29,3% des transferts reçus ; 44,4% et 25,3% des transferts émis.

1. Justification et objectifs de l'étude

1.1 Introduction

L'intérêt pour les envois de fonds effectués par les travailleurs migrants et leur impact sur le développement en Afrique est de plus en plus important. En effet, diverses études indiquent que les transferts de fonds des migrants prennent une importance croissante dans les économies des pays à forte migration.

Ces envois de fonds des migrants en direction de l'Afrique subsaharienne ont connu une accélération constante au cours de ces dernières années. Ils sont estimés par la Banque mondiale à 6,5% du total des transferts des migrants vers les pays en développement et représentent 2,2% du PIB de cette partie du continent en 2009.

Dans les économies de l'UEMOA, les fonds reçus des travailleurs migrants ont quasiment quadruplé entre 2000 et 2008, passant de 323,1 milliards de FCFA à 1 223,5 milliards. Rapportés au PIB, ils ont gagné 2,2 points sur la période pour atteindre 3,9% en 2008, soit une moyenne de 2,9% au Bénin, 1,3% au Burkina, 3,9% en Guinée-Bissau, 3,4% au Mali et 7,3% au Sénégal.

Les entrées de fonds des travailleurs migrants dans l'UEMOA se sont repliées en 2009 de 11,8% pour s'établir à 1 078,6 milliards, soit 3,3% du PIB. Ce recul est essentiellement imputable aux répercutions de la crise financière sur les économies d'accueil des migrants, avec notamment un accroissement massif du chômage.

Ces estimations, effectuées par la BCEAO dans le cadre de la confection de la balance des paiements, constituent la principale source d'informations sur les envois de fonds des migrants. Elles ont été établies sur la base des informations fournies sur les transferts bancaires, les flux recensés auprès des sociétés de transferts d'argent (banques, postes et sociétés de transfert rapide d'argent), ainsi que les statistiques sur les billets étrangers appréhendées à travers les opérations de change manuel.

Cette approche présente toutefois des limites qui sont afférentes notamment :

- à l'existence d'un biais lié au fait que les motifs économiques des transferts bancaires et électroniques ne sont pas toujours clairs. Les chiffres communiqués par les Sociétés de Transfert d'Argent ne correspondent pas dans leur intégralité à des envois de fonds des migrants ;

- à la faiblesse, voire l'absence de prise en compte des transferts effectués par les canaux non formels. Ce qui se traduit par une sous estimation des fonds envoyés par les migrants, eu égard à la proportion importante des transferts informels. A titre illustratif, une étude de la Banque Africaine de Développement (BAD), réalisée en 2008, a conclu que les fonds expédiés par les canaux non officiels représentaient en 2005, respectivement 73,0% et 46,0% du total des transferts des migrants reçus par le Mali et le Sénégal.

Le niveau important des transferts transitant par les canaux informels (porteurs, fax, nature, etc.), singulièrement dans les pays africains, est liés principalement au coût relativement élevé des transferts par le circuit formel, ainsi qu'à leur faible degré de bancarisation et de développement du système financier.

Pour mieux apprécier l'importance des transferts transitant par des canaux informels, une enquête a été menée auprès des populations afin de recueillir des données supplémentaires pouvant permettre d'affiner les estimations effectuées par la BCEAO, des informations sur les motifs économiques des transferts, ainsi que la part des montants reçus ou émis en dehors des circuits formels.

1.2 Objectifs

1.2.1 *Objectif général*

L'objectif principal de l'enquête est de collecter les informations pouvant permettre une meilleure estimation des envois de fonds des travailleurs migrants, afin d'améliorer la production des statistiques de la balance des paiements des pays de l'UEMOA.

1.2.2 *Objectifs spécifiques*

De façon spécifique, l'enquête vise :

- à améliorer la mesure du niveau des transferts des migrants ;
- à cerner la part des montants émis ou reçu des migrants transitant par les canaux informels ;
- et à mieux appréhender l'utilisation des fonds.

2. Méthodologie

2.1 Echantillonnage

L'analyse des données de l'enquête niveau de vie des ménages en 2008 révèle que la ville d'Abidjan représente 51,8% des transferts reçus par les ménages ivoiriens et 45,1% des envois de fonds, et ce sans distinction de l'origine, ni des zones de destination des fonds. Quant aux départements de Bouaké, Soubré, et Aboisso, ils représentent respectivement 3,1% et 1,4% ; 2,5% et 5,4% ; 1,2% et 1,1%. C'est pourquoi, ces quatre départements ont été choisis comme zones d'enquête.

La taille de l'échantillon pour cette enquête est de 600 ménages. Il est stratifié et obtenu après un tirage non probabiliste à deux degrés :

- Au premier degré, quarante (40) grappes (Districts de recensement du RGPH 98) sont tirées de façon raisonnée : les DR à forte densité de population immigrée en Côte d'Ivoire sont privilégiés. Soient 16 grappes dans la ville d'Abidjan (toutes en milieu urbain), 10 grappes à Aboisso (dont 2 en milieu rural), 10 grappes à Soubré (dont 2 en milieu rural) et 4 grappes à Bouaké (dont 1 en milieu rural).
- Au deuxième degré, 15 ménages identifiés comme effectuant des transferts de fonds au-delà des frontières ivoiriennes (soit en réception, soit en émission ou les deux à la fois) sont enquêtés (principalement les chefs de ménage).

2.2 Phase préparatoire

Les travaux préparatoires ont essentiellement porté sur la validation des termes de référence de l'étude et du questionnaire, le recrutement et la formation des agents ainsi que le tirage de l'échantillon et la constitution des dossiers cartographiques.

Les TDRs ont été validés après plusieurs réunions entre l'INS et le Service des Etudes de la BCEAO. Un protocole a par la suite été élaboré et signé par les deux structures susmentionnées, ce qui a permis d'assoir un cadre organique de réalisation de cette étude.

Une équipe technique, comprenant des statisticiens et des informaticiens, a travaillé avec le Service des Etudes pour valider le questionnaire. Il a été convenu d'utiliser le PDA (Personal Digital Assistant) pour la collecte de données sur le terrain. Ainsi, l'INS a procédé selon des critères objectifs (en tenant compte des acquis des enquêtes déjà réalisées à l'aide du PDA) au recrutement et la formation de 20 agents de collecte dont 4 contrôleurs.

La formation du personnel de terrain, qui a été menée conjointement par la BCEAO et l'INS, devait permettre aux agents de collecte de se familiariser avec les outils de collecte. Plus spécifiquement, il s'agissait de maîtriser :

- les objectifs de l'enquête ;
- le questionnaire ;
- la manipulation du PDA ;
- la conduite d'interviews.

Cette formation, qui a duré deux jours, a été assurée par des cadres de l'INS (Statisticiens et Informaticiens) et de la BCEAO et s'est déroulée selon une feuille de route établie par l'INS. L'ensemble

des points prévus dans cette feuille de route a été abordé en profondeur avec un bon mélange de théorie et de pratique.

Aussi, deux (02) manuels (un manuel sur le questionnaire et un sur l'utilisation du PDA) pour le personnel de terrain ont été élaborés pour servir de documents de référence et de guide. Ils contiennent les instructions qui aident l'agent dans son comportement dans les ménages et la manière d'administrer et de renseigner le questionnaire contenu dans le PDA pour assurer la bonne exécution des travaux sur le terrain. Les principaux points abordés au cours de la formation sont les suivants :

- les généralités (Objectifs, méthodologie de la collecte, etc) ;
- les instructions aux enquêteurs ;la manipulation du PDA ;
- le questionnaire sur PDA ;
- la pratique d'interview en salle ;
- et la pratique d'interviews en situation en dehors de la salle.

Par la suite, une restitution des résultats de l'exercice terrain a donné lieu à des échanges d'expérience, et a permis d'identifier les difficultés et de donner des esquisses de solution.

2.3 Collecte des données

Le personnel de collecte était composé de quatre contrôleurs issus de l'INS et de 16 agents enquêteurs répartis en équipes de deux. Ce personnel était chargé d'identifier les zones de dénombrement (DR), identifier les ménages à enquêter et administrer le questionnaire. Les activités de terrain étaient contrôlées et supervisées par l'équipe technique.

La collecte de données s'est effectuée directement sur les PDA (Personnal Digital Assistant) lors de l'interview par les enquêteurs, le questionnaire ayant été directement intégré au PDA sous forme de masque de saisie. La collecte de données a duré deux semaines.

A l'issue de la collecte, les données ont été centralisées pour constituer une base de données. L'apurement de cette base a consisté à la soumettre à des tests d'exhaustivité et de fiabilité quoiqu'un premier niveau de contrôle soit intégré dans le programme de saisie sur PDA.

2.4 Limites

Bien que les résultats obtenus soient satisfaisants, il faut souligner que la présente étude comporte des limites qui sont essentiellement liées à l'insuffisance de crédits budgétaires alloués. La faiblesse du budget de l'enquête a en effet contraint à un certain nombre de choix :

- un choix raisonné (méthode empirique) qui ne permet pas le calcul de précisions;
- l'enquête à plutôt porté sur des individus et non les ménages dans leur entièreté, impossibilité donc d'estimer la proportion de la population concernée par les transferts de fonds.

Cependant, les canaux informels pour les transferts et les motifs économiques, variables structurelles, peuvent être utilisés pour l'amélioration des statistiques de la Banque Centrale, ce qui était l'objectif principal de l'enquête.

3. Résultats

3.1 Caractéristiques des enquêtés

3.1.1 Structure par âge, sexe, statut matrimonial et taille des ménages

1. **Taille des ménages :** La taille moyenne des ménages auxquels appartiennent les enquêtés est d'environ 6,1 individus, au-dessus de la moyenne nationale qui se situe à 4,5 selon l'ENV 2008. Cette taille moyenne des ménages est de 5,8 en milieu urbain (à Abidjan, cette moyenne étant de 5,9) contre 7,7 en milieu rural. Par ailleurs, plus de 38,9% des enquêtés appartiennent à des ménages de plus de 6 individus.
2. **Lien de parenté avec le chef de ménage :** Il a été prioritairement question d'interroger les chefs de ménages, cependant en l'absence de ceux-ci, l'on a pu s'intéresser à tout autre membre du ménage effectuant des transferts de fonds. Ainsi, 64,2% des enquêtés sont des chefs de ménage, 19,3% sont les conjoints des chefs de ménage et 7,8% leurs enfants, le reste (moins de 10%) étant constitué des autres membres du ménage.
3. **Age :** L'âge varie de 17 à 87 ans avec une moyenne de 39,3 ans. Cependant, plus de 92,9% des personnes effectuant les transferts de fonds sont âgées de moins de 60 ans, sont donc susceptibles d'être potentiellement actifs. Cette tendance est observée sans distinction ni de département, ni de milieu de résidence.
4. **Sexe :** il faut noter que les hommes sont majoritaires avec 60,3% contre 39,7% de femmes. En tenant compte de leur statut d'émetteurs et/ou de récepteurs de fonds, pratiquement la moitié (48,3%) des enquêtés récepteurs de fonds sont de sexe féminin alors que seulement 22,3% des émetteurs sont de sexe féminin. Les femmes enquêtées reçoivent plus de fonds qu'elles n'en envoient. En effet 86,1% d'entre elles ont le statut de réceptrice contre 22,7% ayant le statut d'émettrice. Quant aux hommes, ils sont autant récepteurs (60,8%) qu'émetteurs (52,4%).
5. **Statut matrimonial :** Il ressort des résultats de l'enquête que les personnes vivant en couple représentent la majeur partie des enquêtés que l'on soit à Abidjan ou à Bouaké, Soubré et Aboisso et quelque soit le milieu de résidence. Ainsi, la proportion des personnes vivant en couple se situe au-delà de 60% quelque soit le département ou le milieu de résidence. Les célibataires représentent environ 30%.

3.1.2 Niveau d'instruction et profession

1. **Niveau d'instruction :** Le niveau d'instruction reste assez bas chez les enquêtés : 29,8% déclarent n'avoir aucun niveau d'étude, 20,3% le niveau primaire, 27,9% le niveau secondaire et 22% le niveau supérieur (au delà du BAC). Ce constat est plus accentué à Soubré où 38,8% des personnes interrogées sont sans niveau et 27% n'ont pu dépasser le niveau primaire. En milieu rural, on se situe à 45,9% (contre 27,8% en milieu urbain) pour les sans niveau et 23% pour le niveau primaire (contre 20% en milieu urbain).

2. **Profession :** Il apparaît, au vu de la classification faite de la profession, que la proportion des artisans varie de 41,7% (Abidjan) à 50,6% (Aboisso) avec un taux de 44% dans l'ensemble des départements. Quant aux inactifs, ils représentent 7,3% de la population étudiée et se situent à 3,1% à Soubré et 3,2% en milieu rural. Les salariés représentent 17,6% de la même population et atteignent 20,6% à Abidjan. La proportion des libéraux (profession libérale sauf artisans) tourne autour de 10%. C'est dire que quelque soit la profession exercée, un individu peut être amené à recevoir ou à envoyer des fonds de (ou à) l'étranger.

3.1.3 Pays d'origine des enquêtés

Même si l'échantillon est dominé par les nationaux, les non nationaux sont loin d'être négligeables avec 31,6% dans l'ensemble et atteignent 40% à Aboisso et Soubré. En milieu rural (probablement du fait que l'agriculture attire les immigrants), les non nationaux représentent 42,7% contre 30,2% en milieu urbain.

En plus, il faut signaler que les allochtones représentent plus de la moitié (59,1%) de la population étudiée dans l'ensemble et atteignent 71,3% dans la ville d'Abidjan, soit près des trois quart de l'échantillon à Abidjan.

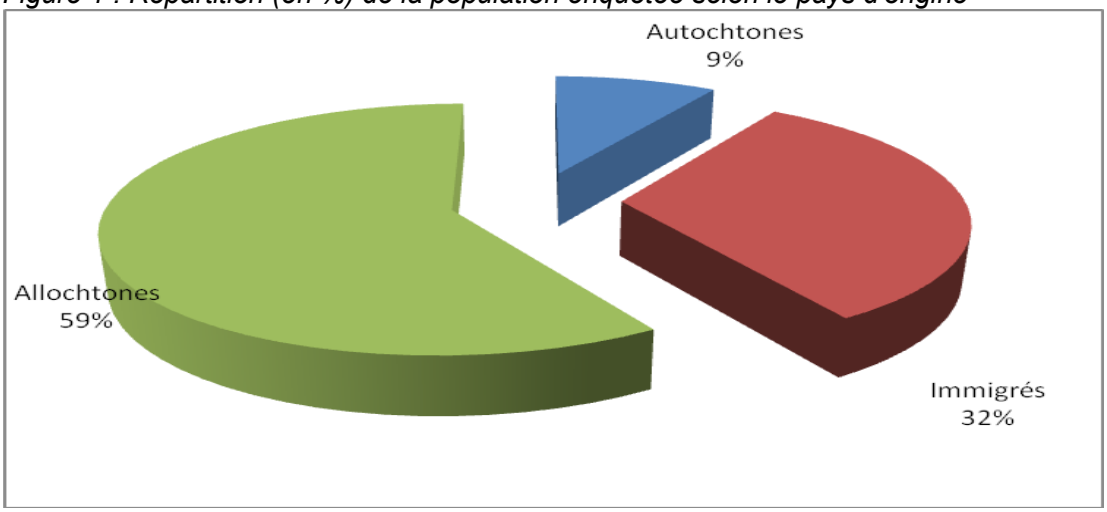
Ces résultats sont fortement liés au choix opéré pour le tirage des districts de recensement : les DR à forte densité de population immigrée ont été privilégiés.

Tableau 1 : Répartition de la population par département selon le pays d'origine (%)

Origine			Départements				Ensemble
			Abidjan	Bouaké	Soubré	Aboisso	
Côte d'Ivoire	autochtone	Effectif	**5**	**20**	**24**	**29**	**78**
		%	1,7	35,2	22,6	17,4	9,3
	allochtone	Effectif	**156**	**29**	**50**	**65**	**300**
		%	71,3	45,1	37,1	43,4	59,1
Immigrés		Effectif	79	79	11	76	56
		%	27,1	19,7	40,3	39,3	31,6
Total		Effectif	**240**	**60**	**150**	**150**	**600**
		%	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : EEFTM 2012

Figure 1 : Répartition (en %) de la population enquêtée selon le pays d'origine



Source : EEFTM 2012

Par ailleurs la quasi-totalité de la population immigrée est originaire de l'espace CEDEAO, avec 78,8% originaire de l'espace UEMOA.

Tableau 2 : Répartition de la population immigrée selon le pays d'origine (%)

Pays d'origine		Départements				Ensemble
		Abidjan	Bouaké	Soubré	Aboisso	
UEMOA	Bénin	6,6	-	2,8	0,7	4,6
	Burkina Faso	21,3	21,0	28,7	39,2	25,8
	Mali	30,6	41,8	26,2	31,6	29,3
	Niger	7,3	20,9	13,8	12,1	10,2
	Sénégal	4,8	-	-	2,4	2,8
	Togo	4,3	-	10,2	2,2	6,0
	Total UEMOA	**74,9**	**83,8**	**81,8**	**88,1**	**78,8**
CEDEAO (hors UEMOA)		**18,5**	**16,2**	**13,2**	**10,7**	**15,8**
Autre Afrique		**6,6**	**-**	**-**	**1,2**	**3,7**
Hors Afrique		-	-	5,1	-	1,8
Total		**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : EEFTM 2012

3.2 Réception de fonds (Volumes, pays de provenance et caractéristiques des émetteurs)

3.2.1 *Volume*

Environ 71% des personnes interrogées reçoivent des fonds de l'étranger, soit 7 personne sur 10. Ces transferts se font globalement de façon régulière (environ 65%) : environ 19% des enquêtés reçoivent les fonds chaque mois, 15% par trimestre, 11% chaque six (06) mois et 20% par an. Ainsi, les réceptions de fonds se font pour 35% de façon occasionnelle, soit pour à peine une personne sur quatre et ce pour des raisons de famille (78,7%), lors de fêtes religieuses (15,7%) ou pour d'autres occasions (15,4%).

Quant au volume annuel perçu par eux, il est évalué à 96,680 milliards de francs CFA avec 73,8% perçu à Abidjan (Abidjan représentant 40% de l'échantillon), 4,4% à Aboisso (Aboisso représentant 25% de l'échantillon), 20,8% à Soubré (Soubré représentant 25% de l'échantillon) et 1% à Bouaké (Bouaké représentant 10% de l'échantillon).

Le milieu urbain perçoit 95,6% des fonds reçus (bien que ce milieu représente 87,5% de l'échantillon) contre 4,4% pour le milieu rural.

Par ailleurs, il faut signaler que la Banque Centrale estime en 2010, à plus de 255 milliards de francs CFA les envois de fonds en direction de la Côte d'Ivoire.

3.2.2 *Pays de provenance*

Tableau 3 : Répartition (en %) des fonds reçus par département selon le pays de provenance

Pays de provenance		Abidjan	Aboisso	Bouake	Soubre	Ensemble
UEMOA	Bénin	1,1	0,1	-	0,1	0,8
	Burkina Faso	1,7	0,8	3,0	0,9	1,5
	Guinée Bissau	2,3	5,9	1,1	0,4	2,0
	Mali	1,8	3,6	1,2	3,2	2,2
	Niger	0,2	0,1	12,3	3,4	1,0
	Sénégal	0,1	0,6	0,3	-	0,1
	Togo	0,8	-	0,1	0,1	0,7
	Total UEMOA	**8,0**	**11,1**	**18,0**	**8,3**	**8,3**
CEDEAO (Hors UEMOA)		0,6	3,1	1,0	0,7	0,7
Autre Afrique		7,6	1,3	2,1	12,2	8,2
Total Afrique		**16,2**	**15,5**	**21,2**	**21,1**	**17,2**
Hors Afrique	Angleterre	20,3	9,3	1,2	1,3	15,7
	France	**35,2**	**38,2**	**32,4**	**23,0**	**32,8**
	Italie	3,5	10,7	8,9	5,0	4,2
	USA	13,3	4,3	32,9	17,6	14,0
	Autre hors Afrique	11,5	21,9	3,5	31,9	16,2
	Total Hors Afrique	**83,8**	**84,5**	**78,8**	**78,9**	**82,8**
Total		100	100	100	100	100

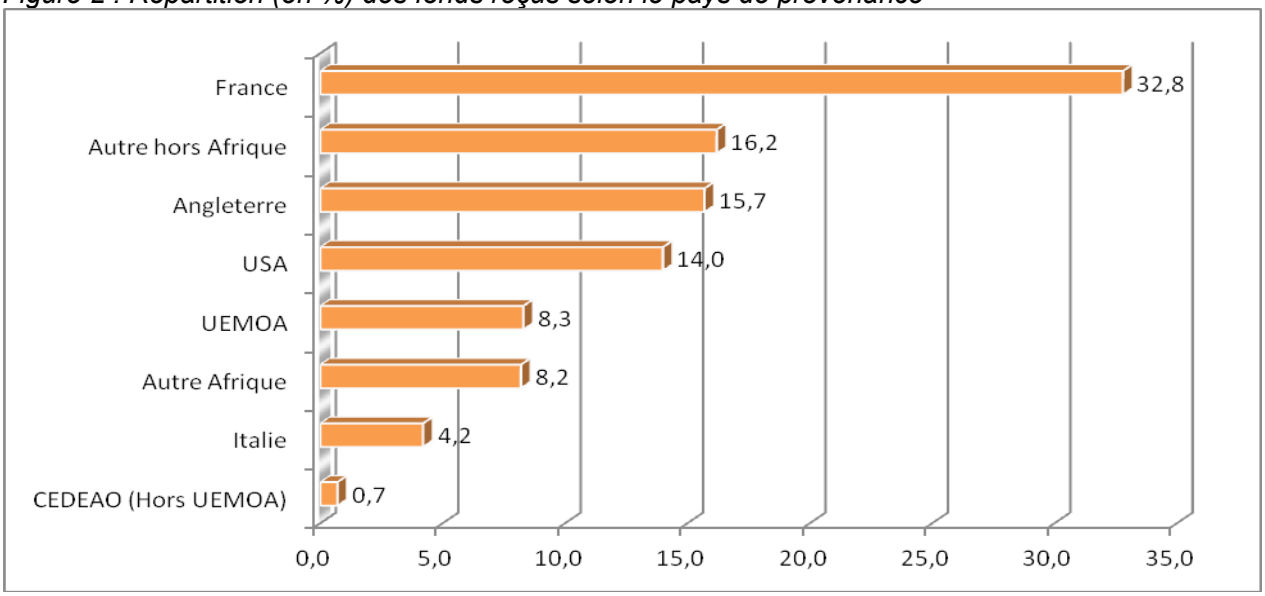
Source : EEFTM 2012

La majeure partie des fonds reçus par les populations enquêtées provient Hors d'Afrique (80%) et majoritairement d'Europe et des USA. Tout comme pour ses échanges extérieurs, la France, pays entretenant des liens historiques avec la Côte d'Ivoire et premier fournisseur de ce pays, est également le premier pourvoyeur de fonds avec 32,8% des fonds reçus. L'Angleterre arrive en deuxième position avec 15,7% des fonds reçus de l'extérieur.

A peine 20% des fonds transférés vers la Côte d'Ivoire proviennent d'Afrique dont 8,3% de l'espace UEMOA.

Cette tendance est quasi identique pour tous les départements concernés par l'enquête.

Figure 2 : Répartition (en %) des fonds reçus selon le pays de provenance



Source : EEFTM 2012

3.2.3 *Caractéristiques des émetteurs*

a. Sexe, âge et lien de parenté

Ceux qui envoient des fonds vers la Côte d'Ivoire sont majoritairement des hommes (68,3%) âgés de moins de 60 ans (98,7%) avec une prépondérance des groupes d'âge de 31 à 40 ans (45,8%) et des 41 à 60 ans (36,2%) qui sont des groupes d'âge potentiellement actifs sur le marché du travail.

Ces travailleurs envoient le plus souvent de l'argent pour leur frère ou sœur (42,4%), leur enfant (14,5%) ou leur père ou mère (5,5%).

Les personnes recevant ces fonds sont à environ 30% des artisans, 16% des salariés, 13% des élèves ou étudiants, 10% des inactifs, 6% exerçant des métiers de type libéral.

b. Profession et pays d'origine

Il convient d'indiquer que 81,4% des émetteurs résident à l'étranger pour raisons d'emploi. Ainsi, ces émetteurs sont à 65,2% des salariés, à 13% des artisans, à 11% dans des activités libérales.

Les émetteurs étant en majorité des travailleurs migrants, viennent à près de 95% de l'Afrique, notamment de l'espace UEMOA (92,3%). La Côte d'Ivoire est le principal pays d'origine des émetteurs à 79,7%. Cependant, il existe des non africains qui font des envois vers la Côte d'Ivoire : ceux là représentent 5,1%.

Tableau 4 : Répartition des émetteurs par département selon le pays d'origine

Pays d'origine		Départements				Ensemble
		Abidjan	Bouake	Soubré	Aboisso	
UEMOA	Côte d'Ivoire	**82,4**	**86,8**	**71,9**	**78,3**	**79,7**
	Bénin	0,6	0,0	0,3	0,4	0,5
	Burkina Faso	4,1	8,6	5,3	8,8	4,8
	Mali	5,4	0,0	10,0	3,3	6,3
	Niger	0,0	2,8	1,2	1,1	0,4
	Sénégal	0,3	0,0	0,0	1,3	0,3
	Togo	0,4	0,0	0,0	0,0	0,2
	Total UEMOA	**93,3**	**98,2**	**88,7**	**93,1**	**92,3**
CEDEAO (hors UEMOA)		1,0	0,0	3,9	3,0	1,8
Autre Afrique		**0,8**	**0,0**	**1,3**	**0,0**	**0,9**
Total Afrique		**95,1**	**98,2**	**94,0**	**96,1**	**94,9**
France		2,3	0,0	1,1	0,8	1,9
Italie		0,8	0,0	1,1	2,1	0,9
Angleterre		0,0	1,8	0,0	0,0	0,0
Autre hors Afrique		1,8	0,0	4,0	1,1	2,3
Total hors Afrique		**4,9**	**1,8**	**6,1**	**4,0**	**5,1**
Total		**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : EEFTM 2012

3.3 Envoi de fonds à partir de la Côte d'Ivoire (Volumes, pays de réception et caractéristiques des destinataires)

3.3.1 *Volume*

Seulement près de 4 personnes enquêtées sur dix effectuent des transferts de fonds hors de la Côte d'Ivoire. Ces transferts se font régulièrement et seulement 27% des enquêtés le font occasionnellement pour des raisons familiales (88,9%), pendant les périodes de fête religieuse (21,4%) ou autres (5,8%).

Les envois de fonds s'effectuent mensuellement (25,3%), trimestriellement (19,5%), semestriellement (9,3%) ou annuellement (18,9%).

Quant au volume annuel estimé de ces envois de fonds, il s'élève à plus de 39,210 milliards de francs CFA avec 62,3% envoyé à partir d'Abidjan, 8,4% d'Aboisso, 24,2% de Soubré et 4,9% de Bouaké.

Le milieu Urbain fournit 94,5% des fonds envoyés à l'extérieur contre 5,5% pour le milieu rural.

Par ailleurs, en 2010 la Banque Centrale a estimé les émissions de fonds de la Côte d'Ivoire à plus de 226 milliards de francs CFA.

3.3.2 *Pays de destination*

Le RGPH 98 révèle que la population vivant en Côte d'Ivoire est composée à près de 26% de non nationaux, mais aussi de 14,6% de ressortissants du Burkina Faso.

Il apparaît donc de l'EEFTM que l'espace UEMOA est la principale destination des fonds transférés de la Côte d'Ivoire. En effet, 62,9% de ces fonds sont destinés à cet espace. Toute l'Afrique représente 92,3% de la destination de fonds envoyés de la Côte d'Ivoire, quand la CEDEAO, en dehors de l'UEMOA, reçoit 17,7%.

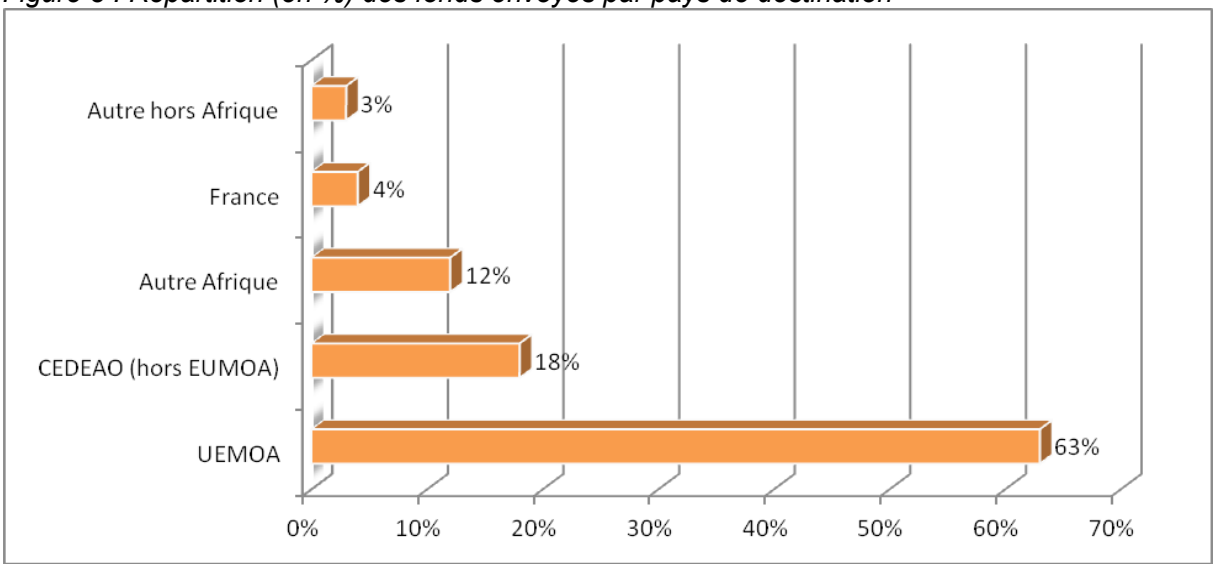
La principale destination de ces fonds au-delà des frontières africaines demeure la France (4,2%), quand l'ensemble des autres pays hors d'Afrique perçoit 3,5% de ces fonds.

Tableau 5 : Répartition des fonds envoyés par département selon le pays de destination (%)

Pays de destination		Départements				Ensemble
		Abidjan	Aboisso	Bouake	Soubré	
UEMOA	Bénin	5,1	0,3	-	0,8	3,4
	Burkina	7,2	4,9	0,3	16,0	10,0
	Mali	20,1	6,4	4,7	42,0	26,9
	Niger	14,9	0,4	3,0	11,0	13,5
	Sénégal	12,6	1,1	-	-	8,1
	Togo	0,6	0,1	-	2,1	0,9
	Total UEMOA	**60,5**	**13,2**	**8,1**	**71,9**	**62,9**
CEDEAO (hors UEMOA)		**18,7**	**18,3**	**1,7**	**18,2**	**17,7**
Autre Afrique		11,3	22,0	17,6	7,6	11,6
Total Afrique		**90,6**	**53,5**	**27,3**	**97,7**	**92,3**
France		4,8	11,6	-	1,2	4,2
Usa		4,1	-	-	0,8	2,7
Autre hors Afrique		0,6	4,3	-	0,3	0,8
Total hors Afrique		**9,4**	**15,8**	**-**	**2,3**	**7,7**
Total		**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : EEFTM 2012

Figure 3 : Répartition (en %) des fonds envoyés par pays de destination



Source : EEFTM 2012

3.3.3 *Caractéristiques des destinataires des fonds en provenance de la Côte d'Ivoire*

a. Sexe, âge et lien de parenté

Contrairement aux émetteurs situés sur le territoire national, ceux qui reçoivent les fonds en provenance de la Côte d'Ivoire sont aussi bien les hommes (56,4%) que les femmes (43,6%).

Par ailleurs, ils sont âgés de moins de 30 ans (31,9% des fonds reçus) ou de 30 à 60 ans (qui représentent près de 50% des fonds transférés de la Côte d'Ivoire). Les personnes du 3e âge, les plus de 60 ans, ne reçoivent que 17,5% de ces fonds.

Les destinataires de l'argent émis par les travailleurs migrants installés en Côte d'Ivoire sont le plus souvent leur frère/sœur (34,2%), leur enfant (16%), leur père/mère (26,2%), ou leur conjoint (10,6%).

Par ailleurs, les personnes effectuant les émissions de fonds de la Côte d'Ivoire, sont à plus de 70% occupés (soit 10,5% dans les professions libérales, 23,8% de salariés, 38,3% d'artisans). Moins de 3% parmi eux étant élèves, étudiants ou inactifs.

b. Profession et pays d'origine

Selon les résultats de l'EEFTM, 85,3% des récepteurs sont originaires de l'un des huit pays de l'espace UEMOA. Ainsi, ces récepteurs résident donc à 67,2% dans cet espace. Et lorsqu'ils ne résident pas dans leur pays d'origine, ils sont ailleurs pour raisons d'étude (41,1%), très peu pour des soins médicaux (4,2%), pour cause d'emploi (29,5%) et pour quelques autres raisons (27%). Et ceux qui vivent ailleurs pour une quelconque autre raison, déclarent y être généralement pour raison de mariage. Il faut par ailleurs noter que le tiers (33,2%) des récepteurs est originaire de la Côte d'Ivoire.

Tableau 6 : Répartition des émetteurs par département selon le pays d'origine

Pays d'origine		Départements				Ensemble
		Abidjan	Bouake	Soubre	Aboisso	
UEMOA	**Côte d'Ivoire**	**39,6**	**36,2**	**23,7**	**22,9**	**33,2**
	Bénin	4,4	-	4,7	0,5	4,0
	Burkina Faso	14,7	17,3	22,8	31,7	18,8
	Guinée Bissau	0,4	-	-	-	0,3
	Mali	9,8	26,7	19,0	23,4	14,1
	Niger	7,5	11,2	10,0	8,3	8,3
	Sénégal	3,9	-	-	1,7	2,5
	Togo	2,5	-	8,1	2,5	4,1
	Total UEMOA	**82,8**	**91,3**	**88,2**	**91,1**	**85,3**
CEDEAO (hors UEMOA)		13,8	8,7	10,2	8,0	12,1
Autre Afrique		3,4	-	-	0,9	2,1
Total Afrique		**100,0**	**100,0**	**98,4**	**100,0**	**99,5**
Hors Afrique		-	-	1,6	-	0,5
Total		**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : EEFTM 2012

3.4 Canaux des transferts de fonds

3.4.1 *Réception*

Tableau 7 : Répartition (en %) des transferts selon le canal par pays de provenance

Pays de provenance		Banque, poste, sociétés de transfert, mobile	Voyageur	Société de transport (Personnes)	Commerç / homme d'affaires	Système fax	Autre	Total
UEMOA	Bénin	98,1	-	0,1	-	1,8	-	100,0
	Burkina Faso	70,7	-	27,3	-	2,0	-	100,0
	Guinée Bissau	95,9	-	-	-	4,1	-	100,0
	Mali	78,4	-	21,1	-	0,5	-	100,0
	Niger	79,7	-	19,7	-	-	0,6	100,0
	Sénégal	49,6	-	-	-	50,4	-	100,0
	Togo	99,8	-	0,2	-	-	-	100,0
	Total UEMOA	**84,8**	**-**	**13,0**	**-**	**2,1**	**0,1**	**100,0**
CEDEAO (Hors UEMOA)		62,6	-	9,2	-	28,2	-	100,0
Autre Afrique		**44,9**	**-**	**-**	**-**	**55,1**	**-**	100,0
Total Afrique		**64,8**	**-**	**6,6**	**-**	**28,5**	**0,03**	**100,0**
France		94,1	2,5	-	0,8	2,5	0,1	100,0
Angleterre		98,3	0,4	-	-	1,4	-	100,0
Italie		97,7	1,2	-	-	1,1	-	100,0
USA		97,4	0,7	-	1,4	0,5	-	100,0
Autre hors Afrique		97,4	0,6	-	0,1	1,9	-	100,0
Total hors Afrique		**96,2**	**1,4**	**0,1**	**0,5**	**1,8**	**0,03**	**100,0**
Ensemble		**90,8**	**1,1**	**1,2**	**0,4**	**6,4**	**0,03**	**100,0**

Source : EEFTM 2012

Les canaux par lesquels transitent les fonds en direction de la Côte d'Ivoire sont variés, mais dominés par les canaux formels que sont les banques, les sociétés de transfert. En effet, 90,8% des fonds reçus par les populations vivant en Côte d'Ivoire transitent par ces canaux formels contre 9,2% transitant par les canaux informels (voyageur, société de transport, commerçant, système fax et autres). En particulier, le système fax qui se développe de plus en plus permet la transmission de 6,5% de ces fonds.

Il faut cependant remarquer que les fonds en provenance des pays africains transitent pour 35,2% par le système informel, notamment par les sociétés de transport et le système fax (35,1%). Par contre, les fonds expédiés depuis les pays hors d'Afrique (particulièrement ceux d'Europe et d'Amérique avec la France et les Etats Unis) passent dans leur quasi totalité par le système formel : 96,2% passant par ce système.

Alors que les émetteurs de fonds de l'UEMOA, pour le système informel ont recours le plus souvent aux sociétés de transport (13,0%, du fait certainement de la proximité et de la liberté de circulation dans cet espace), ceux des autres pays d'Afrique ont recours pour plus de la moitié de leurs transferts (55,1% pour l'ensemble des autres pays africains sauf CEDEAO, et 28,2% pour les autres pays de la CEDEAO sauf UEMOA) au système fax.

3.4.2 *Envoi*

Tableau 8 : Répartition des transferts selon le canal par pays de destination

Pays de destination		Banque, poste, sociétés de transfert, mobile money	Voyageur	Société de transport	Commerçant /homme d'affaires	Système fax	Total
UEMOA	Bénin	99,7	-	-	-	0,3	100,0
	Burkina Faso	68,0	3,0	5,3	-	23,7	100,0
	Mali	86,1	1,3	5,7	0,3	6,6	100,0
	Niger	12,1	3,6	11,1	5,1	68,2	100,0
	Sénégal	87,7	6,0	-	-	6,3	100,0
	Togo	77,4	-	0,7	-	21,9	100,0
	Ensemble UEMOA	**68,1**	**2,6**	**5,7**	**1,2**	**22,4**	**100,0**
CEDEAO		**53,6**	**1,4**	**10,1**	**10,4**	**24,6**	**100,0**
Afrique		**82,8**	**15,2**	**-**	**-**	**2,1**	**100,0**
Ensemble Afrique		**67,2**	**3,9**	**5,8**	**2,8**	**20,3**	**100,0**
France		100,0	-	-	-	-	100,0
USA		100,0	-	-	-	-	100,0
Autre hors Afrique		96,1	-	-	-	3,9	100,0
Ensemble hors Afrique		**99,6**	**-**	**-**	**-**	**0,4**	**100,0**
Ensemble		**69,7**	**3,6**	**5,4**	**2,6**	**18,7**	**100,0**

Source : EEFTM 2012

Les canaux par lesquels transitent les fonds sortant de la Côte d'Ivoire sont aussi variés mais restent toujours dominés par les canaux formels que sont les banques et les sociétés de transfert. Ce canal permet d'évacuer 69,7% des fonds envoyés depuis la Côte d'Ivoire contre 30,3% transitant par les canaux informels (voyageur, société de transport, commerçant, système fax et autres). En particulier, le système fax permet la transmission de 18,7% de ces fonds.

Il faut cependant noter que ce sont les fonds en direction des pays africains (principal destinataire) qui justifient l'importance du canal informel dans l'envoi des fonds. En effet, 32,8% des transferts vers ces pays passent par le système fax (20,3%), les sociétés de transport (5,8%), les voyageurs (3,9%) et les commerçants (2,8%), tandis qu'en direction des pays hors d'Afrique, les transferts sont opérés dans leur presque totalité par les banques et les sociétés de transfert, c'est-à-dire le système formel (99,6%), moins de 1% seulement passant par le système fax.

3.5 Motifs économiques

3.5.1 *Réception*

Les besoins de consommation courante justifient 36,2% des transferts reçus, soit plus du tiers des fonds reçus et représentent donc les premiers motifs économiques de transfert de fonds en direction de la Côte d'Ivoire. Et ce motif justifie 39,2% des fonds reçus dans la ville d'Abidjan, 38,8% dans le département d'Aboisso, 31,8% dans le département de Bouaké et 25,4% dans le département de soubré.

Les investissements immobiliers (29,3% des fonds reçus y sont consacrés) sont le second motif de transfert de fonds vers la Côte d'Ivoire. Viennent ensuite les évènements familiaux ou religieux (8,5%), l'éducation (8,2%), la santé (7,2%), les autres investissements (6,1%) tels que créer et/ou entretenir un champ, l'achat de fonds de commerce, la création d'entreprise. Une assez faible proportion de ces fonds est consacrée à l'épargne : 2,6%.

Tableau 9 : Répartition des réceptions de fonds selon le motif économique par pays département

Motifs économiques	Abidjan	Aboisso	Bouake	Soubré	Ensemble
Consommation courante	**39,2**	**38,8**	**31,8**	**25,4**	**36,2**
Santé	8,4	7,5	8,2	2,9	7,2
Education	9,0	6,0	5,0	5,7	8,2
Investissement immobilier	**25,1**	**26,8**	**26,3**	**44,5**	**29,3**
Autres investissements	6,3	6,1	-	6,0	6,1
Epargne, tontine	2,5	0,7	0,2	3,7	2,6
Evènements familiaux/religieux	8,5	13,9	16,9	7,2	8,5
Autres	1,1	0,3	11,5	4,7	2,0
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : EEFTM 2012

3.5.2 *Envoi*

Tableau 10 : Répartition envois de fonds selon le motif économique par pays département

Motifs économiques	Abidjan	Aboisso	Bouake	Soubré	Ensemble
Consommation courante	**53,5**	**46,8**	**13,5**	**30,4**	**44,4**
Santé	4,0	4,0	18,7	2,1	4,3
Education	12,3	7,2	16,6	7,2	10,7
Investissement immobilier	**17,9**	**34,7**	**21,4**	**38,6**	**25,3**
Autres investissements	0,5	2,4	-	10,9	3,5
Epargne, tontine	2,2	0,7	-	3,0	2,2
Evènements familiaux/religieux	9,0	3,6	0,8	5,0	7,0
Autres	0,5	0,6	29,0	2,8	2,7
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : EEFTM 2012

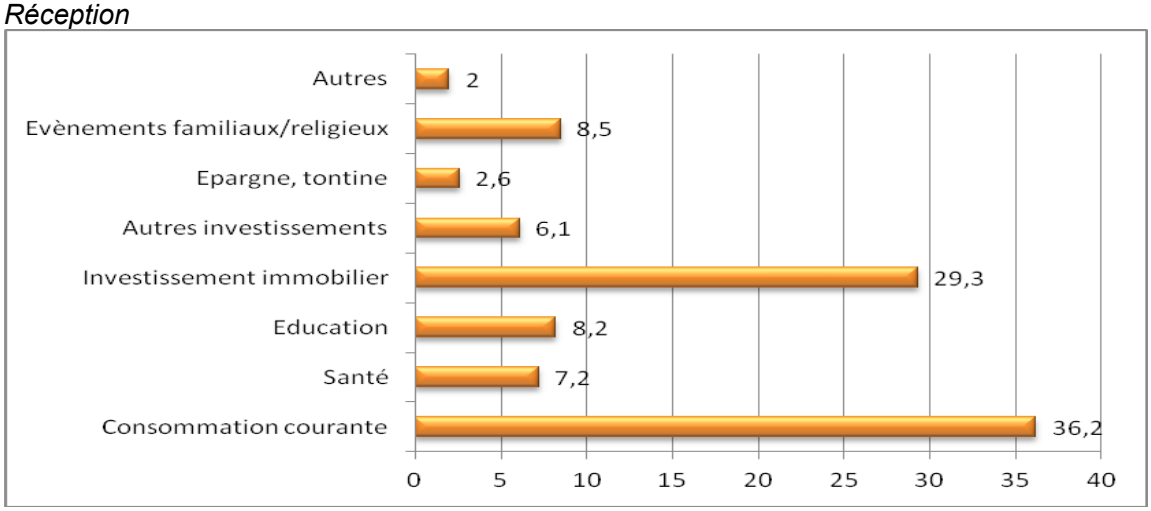
Tout comme pour les réceptions de fonds, la consommation courante explique la plus grande partie des émissions de fonds de la Côte d'Ivoire. En effet, près de la moitié (44,4%) de ces transferts sont destinés à ce motif économique. C'est dire que le comportement en termes de dépenses de consommation varie très peu d'un pays africain à un autre, puisque la majeur partie des fonds émis par les populations vivant en Côte d'Ivoire est destinée en grande partie à des pays africains, particulièrement ceux de l'espace UEMOA.

En outre, l'investissement immobilier passe pour le deuxième motif économique des transferts émis de la Côte d'ivoire avec le quart des transferts à y consacrer (25,3%). L'éducation occupe 10,1% de ces

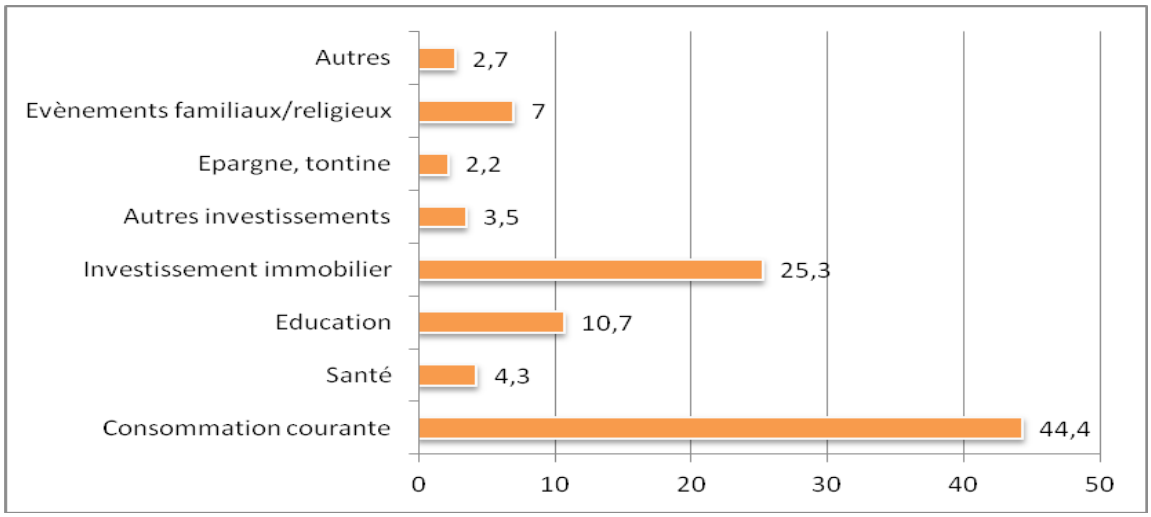
fonds émis, les évènements familiaux ou religieux, 7% ; la santé, 4,3% ; les autres investissements, 3,5%. L'épargne est encore reléguée au bas du tableau des motifs avec 2,2%.

Figure 4 : Répartition (en %) des transferts de fonds selon le motif économique

Réception



Envoi



Source : EEFTM 2012

4. Conclusion

L'enquête sur les transferts de fonds des migrants (EEFTM) menée dans le département d'Abidjan et les départements d'Aboisso, de Bouaké et de Soubré visait comme objectif principal de permettre une meilleure estimation des envois de fonds des travailleurs migrants dans le but d'améliorer la production des statistiques de la balance des paiements.

Pour ce faire, il a été question d'apprécier prioritairement les circuits de transferts des fonds en émission comme en réception pour en dégager la part des montants transitant par les canaux informels, d'identifier les bénéficiaires de ces envois de fonds et d'appréhender les motifs économiques pour lesquels ces transferts sont effectués.

Ainsi, il ressort des résultats de l'enquête que l'utilisation du circuit informel demeure limitée en termes de proportion reçue dans l'ensemble. Par contre, ce canal est assez important dans les envois de fonds entre la Côte d'Ivoire et les pays africains. C'est le lieu de noter cependant que la part des pays africains reste assez faible dans les envois de fonds en direction de la Côte d'Ivoire et plus importante dans les émissions de fonds de la Côte d' Ivoire.

Par ailleurs, l'enquête a permis d'établir une connaissance plus fine de la structure d'affectation des ressources issues des envois des migrants entre les grands postes de dépense. Les études sur les conditions de vie des ménages ont toujours montré que les ménages ivoiriens affectent la plus grande partie de leurs ressources aux dépenses de consommation courante et les données obtenues viennent le confirmer. En effet, les transferts se justifient d'abord par la satisfaction des besoins essentiels que représente la consommation courante. Par ailleurs, les dépenses d'investissement immobilier sont aussi significatives que ce premier poste d'affectation des transferts de fonds.

Par contre, l'utilisation de ces fonds pour constituer l'épargne reste très limitée.

Enfin, même si cet exercice avait moins pour objectif d'évaluer le montant des envois de fonds que de permettre une meilleure compréhension des circuits de transferts, il est tout de même important d'envisager d'autres travaux qui puissent mettre l'accent sur cet aspect afin de mieux estimer les clefs de répartition avec calcul de précision et tendre vers une balance des paiements plus complète.

5. Annexes

Annexe 1 : Réception de fonds selon le pays de provenance et le mode de transfert (millions de FCFA)

	Banque, poste, sociétés de transfert, mobile money	Voyageur	Société de transport (Personnes)	Commerçant/ homme d'affaires	Système fax	Autre	Total
HORS AFRIQUE	**77 020**	**1 407**	**103**	**1 097**	**377**	**22**	**80 027**
Angleterre	14 900	205	-	60	-	-	15 165
France	29 800	793	103	803	160	22	31 681
Italie	3 920	45	-	50	-	-	4 014
USA	13 200	64	-	99	194	-	13 557
Autres hors Afri.	15 200	301	-	86	23	-	15 610
AFRIQUE	**10 791**	**4 753**	**1 103**	**-**	**-**	**5**	**16 653**
CEDEAO	**7 221**	**373**	**1 103**	**-**	**-**	**5**	**8 703**
UEMOA	**6 770**	**170**	**1 037**	**-**	**-**	**5**	**7 983**
Bénin	780	14	1	-	-	-	795
Burkina Faso	1 040	30	402	-	-	-	1 472
Guinée Bissa	1 870	79	-	-	-	-	1 949
Mali	1 650	11	443	-	-	-	2 104
Niger	768	-	190	-	-	5	963
Sénégal	35	36	-	-	-	-	71
Togo	627	-	1	-	-	-	628
Autres CEDEAO	451	203	66	-	-	-	720
AUTRE AFRIQU.	3 570	4 380	-	-	-	-	7 950
Total	**87 811**	**6 160**	**1 206**	**1 097**	**377**	**28**	**96 680**

Source : EEFTM 2012

Annexe 2 : Emission de fonds selon le pays de destination et le mode d'envoi (millions de FCFA)

	Banque, poste, sociétés de transfert, mobile money	Voyageur	Société de transport (Personnes)	Commerçant/ homme d'affaires	Système fax	Total
AFRIQUE	**24 295**	**7 331**	**2 101**	**1 423**	**1 025**	**36 175**
CEDEAO	**20 515**	**7 237**	**2 101**	**731**	**1 025**	**31 608**
UEMOA	**16 795**	**5 527**	**1 398**	**637**	**306**	**24 662**
Bénin	1 330	4	-	-	-	1 334
Burkina F.	2 660	929	207	118	-	3 914
Mali	9 100	694	601	137	36	10 568
Niger	642	3 620	587	192	270	5 311
Sénégal	2 780	200	-	190	-	3 170
Togo	283	80	3	-	-	365
Autre CEDEAO	3 720	1 710	703	94	719	6 946
AUTRE AFRI.	3 780	94	-	692	-	4 566
HORS AFRIQUE	**3 023**	**12**	**-**	**-**	**-**	**3 035**
France	1 660	-	-	-	-	1 660
USA	1 070	-	-	-	-	1 070
Autres hors Afrique	293	12	-	-	-	305
Total	**27 318**	**7 343**	**2 101**	**1 423**	**1 025**	**39 210**

Source : EEFTM 2012

Annexe 3 : Questionnaire ménage

QUESTIONNAIRE MENAGE

Enquête sur les Envois de Fonds des Travailleurs Migrants (EEFTM)

Avril 2012

1. 0 compléter par l'enquêteur *A remplir avant l'entretien*		
0.1	*Nome et code de l'enquêteur* _____ |__|__|	
0.2	**Date: |__|__| / |__|__| / 2012** *Jour* *Mois*	
0.3	*Code département* _____ |__|__|	
0.4	*Code grappe* |__|__|	
0.5	*Code District de recensement* |__|__|__|__|	
0.6	*Nom du CM et numéro du ménage* _____ |__|__|	
0.7	*Lien de parenté avec le chef de ménage* _____ |__|__|	
0.8	**Langue de l'entretien** 1 = Français 2 = Langue traditionnelle	|__|
0.9	**Présence d'un interprète** 1 = NON 2 = OUI	|__|

SECTION 1 – DÉMOGRAPHIE

1.1	Sexe	1	Masculin	2	Féminin
1.2	Age	|__|__| ans			
1.3	Origine ***Encercler la réponse***	1	Autochtone **1.5**		
		2	Allochtone **1.5**		
		3	Allogène		
1.4	Pays d'origine	1. Bénin 2.Burkina Faso 3. Guinée Bissau 4. Mali 5. Niger 6. Sénégal 7.Togo 8. CEDEAO 9. Afrique 10. France 11. USA 12. Italie 13. Angleterre 14. Hors Afrique			
1.5	Education ***Encercler la réponse*** **Se référer au niveau d'éducation achevé**	1	Aucun		
		2	Primaire		
		3	Secondaire		
		4	Supérieur		
1.6	Statut matrimonial ***Encercler la réponse***	1	Marié ou vivant maritalement		
		2	Divorcé/séparé		
		3	Veuf		
		4	Célibataire		
1.7	Profession/statut du répondant	**1.** Profession libérale sauf artisans **2.** Salarié **3.** Artisans (mécanicien, soudeur, menuisier…) **4.** Elèves-étudiants **5**. Inactif **6.** Autres (à préciser)……			
1.8	Taille du ménage	|__|__|			

SECTION 2 : FILTRE

N° question	QUESTION	MODALITES DE REPONSE	REPONSE
2.1	Recevez-vous des fonds de l'étranger ? *Si non sauter la section 3*	1. Oui 2. Non	|___|
2.2	Envoyez-vous des fonds à l'étranger ? *Si non sauter la section 4*	1. Oui 2. Non	|___|

SECTION 3 : DONNES RELATIVES AUX RECEPTIONS DE FONDS DES MIGRANTS

N° Question					
3.1	A quelle fréquence recevez-vous ces fonds ?		1. Mensuelle **3.3** 2. Trimestrielle **3.3** 3. Semestrielle **3.3** 4. Annuelle **3.3** 5. Occasionnelle		|___|
3.2	Si occasionnelle, citez les évènements		1. Familiaux 2. Religieux 3. Autre *(à préciser)* ……..		|___|
3.3	A combien estimez-vous le montant des transferts que vous recevez des travailleurs migrants ?		Montant |__|__|__|__|__|__|__|		Unité de temps 1. Mensuel 2. Deux mois 3. Trimestriel 4. Semestriel 5. Annuel
3.3 c	Recevez-vous ces fonds de combien de pays ?		|___|		
3.4	Pays d'origine de ces fonds (lister les pays avec une évaluation des montants ou parts ?		Pays 1	Pays 2	Pays 3	Pays 4
		Montant	|__|__|__|__|__|__|__|	|__|__|__|__|__|__|__|	|__|__|__|__|__|__|__|	|__|__|__|__|__|__|__|
		Unité de temps	1. Mensuel 2. Deux mois 3. Trimestriel 4. Semestriel 5. Annuel |___|	1. Mensuel 2. Deux mois 3. Trimestriel 4. Semestriel 5. Annuel |___|	1. Mensuel 2. Deux mois 3. Trimestriel 4. Semestriel 5. Annuel |___|	1. Mensuel 2. Deux mois 3. Trimestriel 4. Semestriel 5. Annuel |___|
3.5	Quelle est la principale voie par laquelle vous recevez ces fonds ?		1. Banque, poste, sociétés de transfert, mobile money 2. Voyageur 3. Société de transport (Personnes) 4. Commerçant/homme d'affaires 5. Système fax 6. Autre (à préciser) |	1. Banque, poste, sociétés de transfert, mobile money 2. Voyageur 3. Société de transport (Personnes) 4. Commerçant/homme d'affaires 5. Système fax 6. Autre (à préciser) |	1. Banque, poste, sociétés de transfert, mobile money 2. Voyageur 3. Société de transport (Personnes) 4. Commerçant/homme d'affaires 5. Système fax 6. Autre (à préciser) |	1. Banque, poste, sociétés de transfert, mobile money 2. Voyageur 3. Société de transport (Personnes) 4. Commerçant/homme d'affaires 5. Système fax

		|___|	|___|	|___|	6. Autre (à préciser) |___|
3.6	Pouvez-vous donner les raisons du choix du canal par lequel vous recevez des fonds ?	A. Plus sûr B. Gratuit C. Moins cher D. Plus rapide Z. Autre (à préciser) |___|	A. Plus sûr B. Gratuit C. Moins cher D. Plus rapide Z. Autre (à préciser) |___|	A. Plus sûr B. Gratuit C. Moins cher D. Plus rapide Z. Autre (à préciser) |___|	A. Plus sûr B. Gratuit C. Moins cher D. Plus rapide Z. Autre (à préciser) |___|
3.7	Pouvez-vous donner une estimation du montant des fonds que vous recevez par les banques, sociétés de transfert d'argent, poste, téléphone et internet ?	Montant	|__|__|__|__|__|__|__|		
		Unité de temps	1. Mensuel 2. Deux mois 3. Trimestriel 4. Semestriel 5. Annuel |___|		

3.8	A quoi sont destinés les fonds que recevez ?			
Réf	Motif économique	Choix (1 :oui 2 :non)	Périodicité 1. Mensuel 2. Deux mois 3. Trimestriel 4. Semestriel 5. Annuel	Montant (F CFA)
3.8a	Consommation courante	|___|	|___|	|__|__|__|__|__|__|__|
3.8b	Santé	|___|	|___|	|__|__|__|__|__|__|__|
3.8c	Education	|___|	|___|	|__|__|__|__|__|__|__|
3.8d	Investissement immobilier (construction immobilière, achat de terrain,…)	|___|	|___|	|__|__|__|__|__|__|__|
3.8e	Autres investissements (champ, achat de fonds de commerce, création d'entreprise, etc.)	|___|	|___|	|__|__|__|__|__|__|__|
3.8f	Epargne, tontine	|___|	|___|	|__|__|__|__|__|__|__|
3.8g	Evènements familiaux/religieux	|___|	|___|	|__|__|__|__|__|__|__|
3.8h	Autres *(à préciser)*	|___|	|___|	|__|__|__|__|__|__|__|

SECTION 4 : DONNES RELATIVES AUX EMISSIONS DE FONDS DES RESIDENTS

N° Question					
4.1	A quelle fréquence envoyez-vous ces fonds ?		1. Mensuelle **4.3** 2. Trimestrielle **4.3** 3. Semestrielle **4.3** 4. Annuelle **4.3** 5. Occasionnelle		|___|
4.2	Si occasionnelle, citez les évènements		1. Familiaux 2. Religieux 3. Autre *(à préciser)* ……		|___|
4.3	A combien estimez-vous le montant des transferts que vous émettez ?			Montant	|__|__|__|__|__|__|__|
				Unité de temps	1.Mensuel 2.Deux mois 3.Trimestriel 4.Semestriel 5.Annuel |___|
4.3 c	Vous envoyez ces fonds à combien de pays ?		|___|		
4.4	Pays de destination de ces fonds (lister les pays avec une évaluation des montants ou parts ?		Pays 1	Pays 2	Pays 4	Pays 4
		Montant	|__|__|__|__|__|__|__|	|__|__|__|__|__|__|__|	|__|__|__|__|__|__|__|	|__|__|__|__|__|__|__|
		Unité de temps	1. Mensuel 2. Deux mois 3. Trimestriel 4. Semestriel 5. Annuel |___|	1. Mensuel 2. Deux mois 3. Trimestriel 4. Semestriel 5. Annuel |___|	1. Mensuel 2. Deux mois 3. Trimestriel 4. Semestriel 5. Annuel |___|	1. Mensuel 2. Deux mois 3. Trimestriel 4. Semestriel 5. Annuel |___|
4.5	Quelle est la principale voie par laquelle vous envoyez ces fonds ?		1. Banque, poste, sociétés de transfert, mobile money 2. Voyageur 3. Société de transport (Personnes) 4. Commerçant/homme d'affaires 5. Système fax	1. Banque, poste, sociétés de transfert, mobile money 2. Voyageur 3. Société de transport (Personnes) 4. Commerçant/homme d'affaires 5. Système fax	1. Banque, poste, sociétés de transfert, mobile money 2. Voyageur 3. Société de transport (Personnes) 4. Commerçant/homme d'affaires 5. Système fax	1. Banque, poste, sociétés de transfert, mobile money 2. Voyageur 3. Société de transport (Personnes) 4. Commerçant/homme d'affaires 5. Système fax

		6. Autre (à préciser) |___|	6. Autre (à préciser) |___|	6. Autre (à préciser) |___|	6. Autre (à préciser) |___|
4.6	Pouvez-vous donner les raisons du choix du canal par lequel vous envoyez des fonds **?**	A. Plus sûr B. Gratuit C. Moins cher D. Plus rapide Z. Autre (à préciser) |___|	A. Plus sûr B. Gratuit C. Moins cher D. Plus rapide Z. Autre (à préciser) |___|	A. Plus sûr B. Gratuit C. Moins cher D. Plus rapide Z. Autre (à préciser) |___|	A. Plus sûr B. Gratuit C. Moins cher D. Plus rapide Z. Autre (à préciser) |___|
4.7	Pouvez-vous donner une estimation du montant des fonds que vous envoyez par les banques, sociétés de transfert d'argent, poste, téléphone et internet ?			Montant	|__|__|__|__|__|__|__|
				Unité de temps	1.Mensuel 2.Deux mois 3.Trimestriel 4.Semestriel 5.Annuel |___|

4.8	**A quoi sont destinés les fonds que vous envoyez ?**			
Réf	Motif économique	Choix (1 :oui 2 :non)	Périodicité 1. Mensuel 2. Deux mois 3. Trimestriel 4. Semestriel 5. Annuel	Montant (F CFA)
4.8a	Consommation courante	|___|	|___|	|__|__|__|__|__|__|__|
4.8b	Santé	|___|	|___|	|__|__|__|__|__|__|__|
4.8c	Education	|___|	|___|	|__|__|__|__|__|__|__|
4.8d	Investissement immobilier (construction immobilière, achat de terrain,…)	|___|	|___|	|__|__|__|__|__|__|__|
4.8e	Autres investissements (champ, achat de fonds de commerce, création d'entreprise, etc.)	|___|	|___|	|__|__|__|__|__|__|__|
4.8f	Epargne, tontine	|___|	|___|	|__|__|__|__|__|__|__|
4.8g	Evènements familiaux/religieux	|___|	|___|	|__|__|__|__|__|__|__|
4.8h	Autres *(à préciser)*	|___|	|___|	|__|__|__|__|__|__|__|

SECTION 5 : INFORMATIONS SUR LES CORRESPONDANTS

N°Question					
5.0	**Combien de correspondants avez-vous pour les transferts que vous recevez ou que vous envoyez ?**	**Numéro d'ordre du correspondant**			
		Correspondant n°1	**Correspondant n°2**	**Correspondant n°4**	**Correspondant n°4**
5.1	**Quel est le statut du correspondant ?** **1.** Emetteur **2.** Récepteur	|__|	|__|	|__|	|__|
5.2	**Quel est le sexe du correspondant ?** **1.** Masculin **2.** Féminin	|__|	|__|	|__|	|__|
5.3	**Quel est l'âge du correspondant ?** **1. Moins de 15 ans 2.** 15-30ans 3. 31-40ans **4.** 41-60ans 5. Plus de 60 ans	|__|	|__|	|__|	|__|
5.4	**Quelle est la profession du correspondant ?** **1.** Profession libérale sauf artisans **2.** Salarié **3.** Artisans (mécanicien, soudeur, menuisier…) **4.** Elèves-étudiants **5.** Inactif **6.** Autres (à préciser) ……	|__|	|__|	|__|	|__|
5.5	**Quel est le pays d'origine du correspondant ?**	|__|	|__|	|__|	|__|
5.6	**Quel est le pays de résidence du correspondant ?**	|__|	|__|	|__|	|__|
5.7	**Votre correspondant réside-t-il dans ce pays depuis plus d'un an ou compte-t-il y résider pendant au moins un an ?** **1.** Oui **2.** Non	|__|	|__|	|__|	|__|
5.8	**Pour quelles raisons, votre correspondant réside-t-il à l'étranger ?** **1.** Travailleur migrant **2.** Soins médicaux 3. Etudiant **4.** Travailleur saisonnier **5.** Agent diplomatique **6.** Personnel militaire **7.** Autre (à préciser) ……	|__|	|__|	|__|	|__|
5.9	**Quels sont vos liens avec le correspondant ?** **1.** Frère/sœur **2.** Mari/épouse **3.** Enfant **4.** Père/mère **5.** Ami 6. Partenaire (affaire) 7. Autre à préciser	|__|	|__|	|__|	|__|

Codes 5.5 & 5.6

1. Côte d'Ivoire 2.Bénin 3.Burkina Faso 4. Guinée Bissau 5. Mali 6. Niger 7. Sénégal 8.Togo 9. CEDEAO 10. Afrique 11. France 12. USA 13. Italie 14. Angleterre 15. Hors Afrique

BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int

IMPRIMERIE BCEAO